



VIVE LE PCF (MLM) !

Staline

Réponse

au camarade Notkine Alexandre Ilitch

21 avril 1952

Camarade Notkine,

Je ne vous ai pas répondu aussitôt, parce que je ne juge pas urgentes les questions que vous posez. D'autant plus qu'il est d'autres questions ayant un caractère d'urgence et qui, naturellement, retiennent l'attention et la détournent de votre lettre.

Je répons point par point.

Premier point.

Dans mes « Remarques » figure la thèse selon laquelle la société n'est pas impuissante devant les lois de la science, que les hommes, en connaissant les lois économiques, peuvent les utiliser dans l'intérêt de la société. Vous prétendez que cette thèse ne peut être étendue aux autres formations de la société, qu'elle n'est valable que pour le socialisme et le communisme, que le caractère spontané des processus économiques, par exemple, sous le capitalisme ne permet pas à la société d'utiliser les lois économiques dans son intérêt.

C'est faux. A l'époque de la révolution bourgeoise, par exemple en France, la bourgeoisie a utilisé contre le féodalisme la loi de correspondance nécessaire entre les rapports de production et le caractère des forces productives, elle a renversé les rapports de production féodaux, elle a créé des rapports de production nouveaux, bourgeois, et les a fait concorder avec le caractère des forces productives, formées au sein du régime féodal.

La bourgeoisie l'a fait non pas en vertu de ses talents particuliers, mais parce qu'elle y était vivement intéressée.

Les féodaux s'y opposaient non par stupidité, mais parce qu'ils étaient vivement intéressés à empêcher l'application de cette loi. Il faut en dire autant de la Révolution socialiste dans notre pays.

La classe ouvrière a utilisé la loi de correspondance nécessaire entre les rapports de production et le caractère des forces productives, elle a renversé les rapports de production bourgeois, elle a créé des rapports de production nouveaux, socialistes, et les a fait concorder avec le caractère des forces

productives.

Elle a pu le faire, non en vertu de ses talents particuliers, mais parce qu'elle y était vivement intéressée. La bourgeoisie qui, de force d'avant-garde à l'aube de la révolution bourgeoise, avait eu le temps de se transformer en une force contre-révolutionnaire, a résisté par tous les moyens à l'application de cette loi, — résisté non point par manque d'organisation ni parce que le caractère spontané des processus économiques la poussait à la résistance, mais principalement parce qu'elle était vivement intéressée à la non-application de cette loi.

Par conséquent :

1° L'utilisation des processus économiques, des lois économiques dans l'intérêt de la société a lieu, dans telle ou telle mesure, non seulement sous le socialisme et le communisme, mais aussi sous d'autres formations ;

2° L'utilisation des lois économiques dans une société de classe, a toujours et partout des mobiles de classe, et le promoteur de l'utilisation des lois économiques dans l'intérêt de la société, est toujours et partout la classe d'avant-garde, tandis que les classes déclinantes s'y opposent.

En l'occurrence, la différence entre le prolétariat, d'une part, et les autres classes qui accomplirent jadis, au cours de l'histoire, des révolutions dans les rapports de production, d'autre part, c'est que les intérêts de classe du prolétariat se fondent avec les intérêts de l'immense majorité de la société, car la révolution du prolétariat ne signifie pas la suppression de telle ou telle forme d'exploitation, mais la suppression de toute exploitation, tandis que les révolutions des autres classes, en supprimant simplement telle ou telle forme d'exploitation, n'allaient pas au delà de leurs intérêts de classe étroits, qui se trouvaient en contradiction avec les intérêts de la majorité de la société.

Les « Remarques » parlent des mobiles de classe qui font que les lois économiques sont utilisées dans l'intérêt de la société. Il y est dit :

Alors que dans le domaine de la nature, la découverte et l'application d'une nouvelle loi se poursuivent plus ou moins sans entrave, dans le domaine économique la découverte et l'application d'une nouvelle loi, qui porte atteinte aux intérêts des forces déclinantes de la société, rencontrent la résistance la plus énergique de ces forces.

Or vous n'avez prêté aucune attention à ce passage.

Deuxième point.

Vous prétendez que l'entière correspondance entre les rapports de production et le caractère des forces productives, ne peut être obtenue que sous le socialisme et le communisme, et que sous les autres formations on ne peut réaliser qu'une correspondance incomplète.

C'est faux. Dans l'époque qui a suivi la révolution bourgeoise, lorsque la bourgeoisie a détruit les rapports de production féodaux et instauré des rapports de production bourgeois, il y a eu incontestablement des périodes où les rapports de production bourgeois ont été entièrement conformes au caractère des forces productives. Autrement, le capitalisme n'aurait pas pu se développer aussi rapidement qu'il l'a fait après la révolution bourgeoise.

Ensuite. On ne peut pas prendre dans leur acception absolue les mots « entière correspondance ». On ne peut pas les interpréter en ce sens que, sous le socialisme, les rapports de production ne marqueraient aucun retard sur l'accroissement des forces productives.

Les forces productives sont les forces les plus mobiles et les plus révolutionnaires de la production. Elles devancent, sans conteste, les rapports de production, en régime socialiste également. Ce n'est qu'au bout d'un certain temps que les rapports de production s'adaptent au caractère des forces productives.

Dès lors, comment faut-il comprendre les mots « entière correspondance » ? Il faut les comprendre en ce sens que d'une façon générale, sous le socialisme, les choses n'aboutissent pas à un conflit entre les rapports de production et les forces productives, que la société a la possibilité d'assurer en temps utile la correspondance entre les rapports de production retardataires et le caractère des forces productives.

La société socialiste a la possibilité de le faire parce qu'elle n'a pas, dans son sein, de classes déclinantes pouvant organiser la résistance. Certes, sous le socialisme également, il y aura des forces d'inertie retardataires, ne comprenant pas la nécessité de modifier les rapports de production, mais il sera, évidemment, facile d'en venir à bout, sans pousser les choses jusqu'à un conflit.

Troisième point.

Il ressort de vos raisonnements que vous considérez comme une marchandise les moyens de production et, tout d'abord, les instruments de production fabriqués par nos entreprises nationalisées.

Peut-on considérer les moyens de production, dans notre régime socialiste, comme une marchandise ? Selon moi, on ne le peut en aucune façon.

La marchandise est un produit de la production, qui se vend à tout acheteur ; au moment de la vente, le propriétaire de la marchandise perd son droit de propriété, tandis que l'acheteur devient propriétaire de la marchandise ; il peut la revendre, la mettre en gage, la laisser pourrir. Cette définition convient-elle pour les moyens de production ? Il est clair que non.

D'abord, les moyens de production ne « se vendent » pas à tout acheteur, ils ne « se vendent » pas même aux kolkhozes ; ils sont simplement répartis par l'État entre ses entreprises. En second lieu, le propriétaire des moyens de production, l'État, lorsqu'il les remet à telle ou telle entreprise ne perd aucunement le droit de propriété sur les moyens de production, mais, au contraire, le conserve intégralement.

Troisièmement, les directeurs d'entreprises, qui ont reçu de l'État des moyens de production, non seulement n'en deviennent pas les propriétaires, mais, au contraire, sont les fondés de pouvoir de l'État soviétique pour l'utilisation des moyens de production, en accord avec les plans fixés par l'État.

Comme on le voit, les moyens de production, sous notre régime, ne sauraient aucunement être classés dans la catégorie des marchandises.

Pourquoi alors parle-t-on de la valeur des moyens de production, de leur prix de revient, de leur prix de vente, etc. ?

Pour deux raisons.

Premièrement, cela est nécessaire pour les calculs, pour les règlements de comptes, pour établir la rentabilité ou la non-rentabilité des entreprises, pour vérifier et contrôler ces dernières. Mais ce n'est là que le côté formel de la question. Deuxièmement, cela est nécessaire pour pouvoir, dans l'intérêt du commerce extérieur, vendre des moyens de production aux États étrangers.

Ici, dans le domaine du commerce extérieur, mais seulement dans ce domaine, nos moyens de production sont effectivement des marchandises et se vendent effectivement (sans guillemets). Ainsi donc, dans le domaine du commerce extérieur, les moyens de production fabriqués par nos entreprises conservent les propriétés de marchandises tant pour le fond que pour la forme, tandis que dans les échanges économiques à l'intérieur du pays, les moyens de production perdent les propriétés des marchandises, cessent d'être des marchandises, sortent de la sphère d'action de la loi de la valeur et ne conservent que l'apparence extérieure de marchandises (calculs, etc.).

Comment expliquer cette particularité ?

C'est que dans nos conditions socialistes le développement économique se fait non par révolutions, mais par modifications graduelles, lorsque l'ancien n'est pas purement et simplement aboli, mais change de nature pour s'adapter au nouveau, et ne conserve que sa forme ; le nouveau, pour sa part, ne supprime pas purement et simplement l'ancien, mais le pénètre, modifie sa nature, ses fonctions, n'en brise pas la forme mais l'utilise pour le développement du nouveau.

Il en est ainsi des marchandises, mais aussi de la monnaie dans nos échanges économiques, il en va de même en ce qui concerne les banques qui, en perdant leurs anciennes fonctions et en en acquérant de nouvelles, conservent leur forme ancienne, utilisée par le régime socialiste.

Si l'on envisage la question du point de vue formel, du point de vue des processus qui s'opèrent à la surface des événements, on en arrive à cette fausse conclusion que les catégories du capitalisme conservent soi-disant leur vigueur dans notre économie.

Mais si l'on analyse la question du point de vue marxiste, qui distingue strictement entre le contenu du processus économique et sa forme, entre les processus profonds de développement et les phénomènes superficiels, – on ne peut arriver qu'à cette conclusion, la seule juste : c'est que chez nous se sont principalement conservés la forme, l'aspect extérieur des anciennes catégories du capitalisme ; quant au fond, ces catégories ont changé radicalement, selon les nécessités du développement de l'économie nationale, de l'économie socialiste.

Quatrième point.

Vous prétendez que la loi de la valeur exerce une action régulatrice sur les prix des « moyens de production » produits par l'agriculture et livrée à l'État aux prix de stockage. Ce disant, vous avez en vue des « moyens de production » comme les matières premières, par exemple, le coton. Vous auriez pu ajouter le lin, la laine et autres matières premières agricoles.

Notons tout d'abord qu'en l'occurrence l'agriculture ne produit pas les « moyens de production », mais un des moyens de production : les matières premières. On ne doit pas jouer sur les mots « moyens de production ».

Lorsque les marxistes parlent de la production des moyens de production, ils entendent tout d'abord la production des instruments de production, ce que Marx appelle les « moyens mécaniques de travail, dont l'ensemble peut être appelé l'ossature et la musculature de la production », système qui constitue les « indices distinctifs caractéristiques d'une époque donnée de la production sociale ».

Mettre sur le même plan une partie des moyens de production (matières premières) et les moyens de production, y compris les instruments de production, c'est pécher contre le marxisme, qui part du rôle déterminant des instruments de production par rapport à tous les autres moyens de production.

Chacun sait que les matières premières par elles-mêmes ne peuvent produire des instruments de production, bien que certaines variétés de matières premières soient indispensables à la fabrication des instruments de production, tandis qu'aucune matière première ne peut être produite sans instruments de production.

Poursuivons. L'action que la loi de la valeur exerce sur le prix des matières premières produites dans l'agriculture, est-elle une action régulatrice, comme vous le prétendez, camarade Notkine ?

Elle serait régulatrice si le « libre » jeu des prix des matières premières agricoles existait chez nous, si la loi de concurrence et d'anarchie de la production s'exerçait chez nous, si nous n'avions pas d'économie planifiée, si la production des matières premières n'était pas réglée par un plan.

Mais étant donné que tous ces « si » sont inexistantes dans notre système d'économie nationale, l'action de la loi de la valeur sur les prix des matières premières agricoles ne peut en aucune façon être régulatrice. Premièrement, les prix qui existent chez nous sur les matières premières agricoles sont stables, établis par un plan, et non « libres ».

Deuxièmement, le volume de la production des matières premières agricoles n'est pas établi spontanément, ni par des éléments fortuits, mais par un plan. Troisièmement, les instruments de production nécessaires à la production des matières premières agricoles, ne sont pas concentrés entre les mains d'individus, ou de groupes d'individus, mais entre les mains de l'État.

Que reste-t-il après cela du rôle régulateur de la loi de la valeur ? On voit qu'elle-même est réglée par les faits indiqués plus haut, inhérente à la production socialiste. Par conséquent, on ne peut nier que la loi de la valeur agit sur la formation des prix des matières premières agricoles, qu'elle en est un des facteurs. A plus forte raison ne doit-on nier le fait que cette action n'est, ni ne peut être régulatrice.

Cinquième point.

En parlant de la rentabilité de l'économie nationale, de l'économie socialiste, j'ai élevé des objections dans mes « Remarques » contre certains camarades qui prétendent que, étant donné que notre économie nationale planifiée n'accorde pas une préférence marquée aux entreprises rentables et admet, à côté de celles-ci, des entreprises non rentables, notre économie tue soi-disant le principe même de la rentabilité dans l'économie.

Dans mes « Remarques », il est dit que la rentabilité des différentes entreprises et branches de production, ne saurait aucunement être comparée à la rentabilité supérieure que nous donne la production socialiste, qui nous prémunit contre les crises de surproduction et nous garantit une augmentation incessante de la production.

Mais on aurait tort d'en tirer la conclusion que la rentabilité des différentes entreprises et branches de production n'a pas de valeur particulière et ne mérite pas une sérieuse attention.

Évidemment, c'est faux. La rentabilité des différentes entreprises et branches de production a une importance énorme pour le développement de notre production. On doit en tenir compte en planifiant la construction aussi bien que la production. C'est l'abc de notre activité économique au stade de développement actuel.

Sixième point.

On ne sait pas au juste comment il faut comprendre ce que vous dites à propos du capitalisme : « la production élargie sous un aspect sensiblement déformé ».

Pareilles productions, et encore élargies, n'existent pas dans la réalité. Après que le marché mondial s'est scindé et que la sphère d'application des forces des principaux pays capitalistes (États-Unis, Grande-Bretagne, France) aux ressources mondiales a commencé à se rétrécir, il est évident que le caractère cyclique du développement du capitalisme – accroissement et réduction de la production – doit cependant persister. Toutefois, l'accroissement de la production dans ces pays se fera sur une base restreinte, car le volume de la production ira diminuant dans ces pays.

Septième point.

La crise générale du système capitaliste mondial a commencé pendant la première guerre mondiale, notamment du fait que l'Union soviétique s'est détachée du système capitaliste. Ce fut la première étape de la crise générale. Pendant la deuxième guerre mondiale, la deuxième étape de la crise générale s'est développée, surtout après que se sont détachés du système capitaliste les pays de démocratie populaire en Europe et en Asie.

La première crise à l'époque de la première guerre mondiale et la seconde crise à l'époque de la seconde guerre mondiale, ne doivent pas être considérées comme des crises distinctes, indépendantes, coupées l'une de l'autre, mais comme des étapes de développement de la crise générale du système capitaliste mondial.

Cette crise générale du capitalisme mondial est-elle une crise uniquement politique ou uniquement économique ? Ni l'un ni l'autre.

Elle est générale, c'est-à-dire une crise généralisée du système capitaliste mondial, englobant l'économie aussi bien que la politique. On conçoit qu'à la base de cette crise se trouvent la décomposition toujours plus accentuée du système économique capitaliste mondial, d'une part, et la puissance économique grandissante des pays qui se sont détachés du capitalisme : l'U.R.S.S., la Chine et les autres pays de démocratie populaire, d'autre part.